

Budget—M. Reid

L'important—et les députés de l'opposition ont du mal à le reconnaître—c'est que cela s'est fait avec la collaboration des gouvernements provinciaux. Il s'agit donc d'un effort économique conjoint et non pas d'une initiative exclusivement fédérale. Elle donne suite à une décision prise lors de la conférence des premiers ministres, au lieu, comme le chef de l'opposition l'a affirmé, d'être l'initiative du ministre des Finances (M. Chrétien). Attribuons en le crédit à qui de droit: aux premiers ministres provinciaux et à leurs ministres des Finances. C'est donc dire qu'au Canada nous entrons dans une ère nouvelle où les priorités fédérales et provinciales seront déterminées en collaboration. Il s'agit vraiment d'une réalisation exceptionnelle; c'est la première fois, à ma connaissance, que cela se produit.

● (1702)

Nous irions même jusqu'à dire à nos vis-à-vis que cela fait suite aux accords conclus lorsque la Chambre des communes a adopté le projet de loi sur les arrangements fiscaux, qui a accaparé une bonne partie des dépenses fédérales. On a accordé inconditionnellement ces avantages aux provinces, et cette mesure représente certes une initiative extraordinaire dans le domaine des relations fédérales-provinciales. Je dois aussi signaler que cela représente une partie importante du budget fédéral qui échappe à la mainmise et à la gestion du ministre des Finances.

Je tiens aussi à examiner certaines des propositions avancées par le chef de l'opposition en vue de réduire les dépenses. La question du dollar est à bien des égards une question de confiance et elle est fonction de la santé de notre économie et de notre politique. Avouons-le, nous avons un problème au Canada du fait que le gouvernement fédéral a sa politique et que chacun des dix premiers ministres provinciaux peut avoir la sienne. Il est parfois difficile de coordonner ces politiques.

Comme l'a fait remarquer le premier ministre Davis à la conférence des premiers ministres, il est très difficile pour un investisseur de comprendre qu'il doit s'attendre à dix politiques industrielles distinctes. Je pense que M. Davis a raison de dire que l'établissement d'une politique industrielle relève davantage de l'administration provinciale que du pouvoir fédéral.

Qu'arriverait-il si nous avions les politiques préconisées par le chef de l'opposition et son critique officiel? Il me semble qu'entre autres choses, la position du dollar serait encore plus critique qu'elle l'est aujourd'hui...

M. Hnatyshyn: C'est impossible.

M. Reid: Je vais m'expliquer. D'après mes calculs, il semblerait, et je dis il semblerait, car ils sont tellement vagues que personne ne les comprend, il semblerait donc que le programme de réduction d'impôt et autres mesures fiscales qu'ils proposent, pourraient coûter entre 2.5 à 3 milliards de dollars. Et ils compenseraient une partie de cette perte par une réduction des dépenses gouvernementales.

Il se pourrait fort bien, si jamais les conservateurs prennent le pouvoir, qu'ils suivent l'exemple du premier ministre du Manitoba, M. Lyon, lequel a démontré comment on pouvait anéantir les services sociaux en transférant aux pauvres le fardeau de l'inflation. On me dit qu'au Manitoba, s'il n'y a pas au moins 2,000 personnes à venir manifester chaque jour, c'est une journée bien ennuyante pour la législature manitobaine. Les députés conservateurs devraient demander au député de Churchill (M. Smith) ce que signifie pour sa circonscription la

réduction de ces services et aussi qu'elles sont ses chances d'être réélu.

Le déficit qu'envisage le parti conservateur suffirait à faire descendre le dollar là où on ne peut s'imaginer. Permettez que j'en donne trois exemples. D'abord, le taux de change du dollar canadien diminuerait rapidement, produisant une hausse accélérée du prix des importations. Les marchés financiers seraient amenés à considérer une telle aggravation du déficit comme un geste irresponsable. Oui, irresponsable. En fait, et je cite M. Anderson du *Globe and Mail*, les financiers—les financiers privés—considèrent que les réductions proposées par le ministre des Finances sont des mesures qui s'imposent dans les circonstances. Les hommes d'affaires jugent que les mesures visant à mettre rapidement cet argent en circulation ont été prises de façon appropriée et aussi rapidement que possible.

Deuxièmement, si l'on n'augmentait pas la masse monétaire, et nous ne savons pas au juste pour l'instant quelle est l'opinion de l'opposition officielle à ce sujet, le fait que le déficit serait plus important ferait monter les taux d'intérêt davantage, ce qui nuirait à tous les emprunteurs du secteur privé et accroîtrait le coût du déficit public actuel.

Certains d'entre nous semblent avoir été déçus du discours prononcé par le chef de l'opposition. A cause de ce que nous avons entendu dire, nous pensions qu'il se présenterait comme le Messie prêt à faire des miracles. Malheureusement, il n'a pas fait de miracles. Ce qu'il a fait, c'est de prononcer à la Chambre des communes un discours électoral plutôt intéressant pour voir quel effet il aurait. Il a porté plusieurs accusations qui, à mon avis, sont tout à fait irréfléchies et dénuées de fondement.

L'une de ces accusations concerne les chiffres du chômage chez les femmes et les jeunes. Nous sommes certainement tous d'accord que c'est une question très grave. Dans ses observations sur le taux de chômage élevé au Canada, le chef de l'opposition a omis de mentionner un fait important. Il n'a pas reconnu qu'entre mars de l'année dernière et mars de cette année, quelque 305,000 nouveaux emplois ont été créés au Canada. C'est remarquable dans une économie qui, comme nous le savons tous, ne fonctionne pas aussi bien que nous le voudrions. Je tiens à ajouter ce nombre accru de nouveaux emplois créés au Canada est le troisième par ordre d'importance depuis 15 ans. C'est certainement remarquable, monsieur l'Orateur.

Si l'on veut parler de l'économie et des problèmes budgétaires, il faut placer tous ces faits dans leur contexte. Le Canada se trouve actuellement dans une situation inusitée. Il y a eu une explosion démographique au Canada. Ceux d'entre nous qui s'intéressent à ce qui se passe dans les localités savent que les effets de cette explosion démographique ont maintenant cessé de se faire sentir dans le système d'enseignement élémentaire. A cause de cela, on a dû fermer des écoles et les enseignants ont de la difficulté à se trouver des emplois. La diminution du nombre d'écopiers commence à toucher les écoles secondaires, et les universités se préparent à y faire face. C'est un phénomène remarquable que le Canada est seul à connaître. Dans les années 60 et 70, le gouvernement a favorisé une expansion économique maximum, afin d'offrir le plus d'emplois possibles aux jeunes qui débouchent sur le marché du travail. Et nous suivons toujours le même principe aujourd'hui.